



HAL
open science

Crise du logement et identification hystérique

Arnaud Simon

► **To cite this version:**

| Arnaud Simon. Crise du logement et identification hystérique. 2014. halshs-01053643

HAL Id: halshs-01053643

<https://shs.hal.science/halshs-01053643>

Preprint submitted on 31 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Crise du logement et identification hystérique

Arnaud Simon

Maitre de conférences en Finance, Université Paris-Dauphine

Psychanalyste

Résumé :

Le « *La crise du logement !* » est un signifiant qui circule puissamment. Bien que l'évidence d'une telle crise soit assez discutable, il s'affirme, indépendamment. Certains traits de ce discours indiquent qu'il porte plus que lui-même, il est l'un des avatars contemporains du Malaise dans la Culture. Ce qui lui permet d'opérer est l'identification hystérique, et cela n'est pas sans porter à conséquences sur les présupposés économiques et politiques classiques. Ce discours met en scène le fantasme d'une raclée désirée. Il se manifeste en rapport avec les questions de la filiation et de l'égalité générationnelle.

1. Le discours du « La crise du logement ! »

« *C'est la crise !* » Ce signifiant circule puissamment. Il signifie une crise générale et il est répété à l'envie.

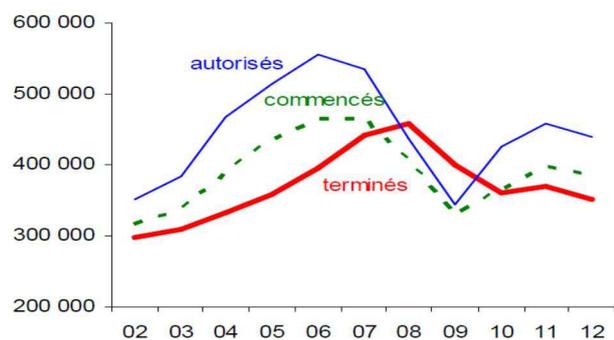
Un discours étant toujours d'un temps et d'un lieu, nous retenons celui qui circule depuis quelques années déjà à propos du logement en France. Il est exemplaire. Si le but poursuivi ici n'est pas de faire une analyse économique, il importe cependant de fournir quelques chiffres, étant donné la nature du sujet, afin de bien faire comprendre de quoi il retourne. Et puisque l'économie est une très accueillante auberge espagnole pour le psychisme, on pourrait même soutenir l'idée qu'il y a un devoir à se confronter à cette matière, que certains pourront trouver un peu rébarbative, car après tout on ne traque le furet que là où il se trouve...

Nous commençons donc par fournir quelques chiffres relatifs au logement, en général assez mal connus, alors même qu'ils sont disponibles facilement¹.

- Le parc immobilier (de 1984 à 2011) : Le nombre d'unités d'habitation a évolué de 24,9 millions à 33,8 millions, soit +36%. Sur cette même période la population française n'a évolué que de : +15,6%. Le nombre de logements vacants est passé de 9,3% à 8,6%, le nombre de logements sociaux de 16,3% à 18,4% (19% en 2000).
- Le statut d'occupation (de 1984 à 2011) : Le taux de propriétaire passe de 51% à 58%. Parmi cette population des propriétaires, les non-accédants (ménages n'ayant plus de prêt associé au logement) sont passés de 53,7% à 68,3%. Sept propriétaires sur 10 ne remboursent plus de prêts immobiliers aujourd'hui.
- La surface des biens (de 1999 à 2011) : La surface moyenne des maisons passe de 97 à 102m², la surface des appartements reste constante. Le nombre de personnes par logement est passé de 2,5 à 2,35. En 2011, la surface moyenne par personne était de 36,1 m².
- La construction :

Il est parfois énoncé que le « *La crise du logement !* » s'explique par le fait que les municipalités ne délivreraient pas suffisamment de permis de construire. Sans entrer dans les détails, le graphique ci-contre indique plutôt l'inverse.

3. Nombre de logements autorisés, commencés et terminés entre 2002 et 2012



Source : CSL 2011 - estimations en dates réelles à partir de Sit@del2 base au 30/06/12, France métropolitaine

¹ Cf. Compte Logement, INSEE par exemple, Eurostat...

- Les loyers (de 1998 à 2011) : Ils ont augmenté, pour les locataires restant en place, de 1.8%/an, alors que les prix évoluaient de 11,6%/an ; les locataires ont été très protégés contre cette hausse.
- Le taux de propriétaires ailleurs en Europe, en 2010 (donnée complétée par le pourcentage de non-accédants) :
 Italie : 74% (dont 76 % de non-accédants parmi eux) ; Espagne : 83% (57%) ; Grèce : 77% (76%) ; Portugal 75% (57%). En d'autres termes, le pourcentage de la population propriétaire et n'ayant plus d'emprunt est : Italie 56% ; Espagne 48% ; Grèce 59% ; Portugal 43%. Ces chiffres peuvent être rapportés au cas de l'Allemagne : seulement 25% de la population est propriétaire non-accédant. C'est la crise du logement, oui... Mais alors en Allemagne.

Nous ne rentrerons pas plus avant dans l'analyse de ces chiffres, ils sont assez massifs : l'idée d'une crise du logement globale est difficilement soutenable, de même que l'affirmation selon laquelle elle empirerait, bien au contraire.

Mais alors pourquoi cette croyance en une crise du logement généralisée existe-t-elle ? Regardons ce qu'indique la fondation Emmaüs quand elle tente de définir précisément de quoi il s'agit lorsqu'on parle de mal-logement (2013). Différentes rubriques sont élaborées, les deux plus importantes étant : la privation de confort (2,1 millions de personnes), le surpeuplement accentué ou au sens large (4 millions de personnes). Ces situations concernent 10% de la population française et représentent un enjeu majeur de politique publique. Précisons ici, qu'aussi pénibles et éprouvantes que soient ces situations, l'objet du présent article est ailleurs ; nous ne discutons pas des moyens de lutte contre la misère. Son sujet est de comprendre pourquoi le discours du « *La crise du logement !* » est si répandu, alors même que le caractère « général » de cette crise est faux. Car, hormis les situations recensées par la fondation Emmaüs, les français sont plutôt bien logés, et dans des situations patrimoniales très confortables pour 41% d'entre eux (les propriétaires non-accédants).

Comment se fait-il que cette idée, que ce malaise, perdurent ? Les situations de misère ne peuvent certainement pas à elles seules suffire pour expliquer la force de cette croyance. La culpabilité, le remord que ces 10% produirait chez les 90% non plus, l'homme n'est pas si bienveillant. Mentionner l'empathie, la culpabilité est cependant une direction à retenir, mais nous verrons dans quel sens.

Dans ce discours, il s'évoque pour étayer le « *La crise du logement !* » une seule autre observation, un seul autre chiffre, très connu, que nous n'avons pas donné jusqu'à présent car il a pour effet d'occulter les autres éléments statistiques. On ne voit plus que lui quand il arrive, il est l'objet du scandale : les prix immobiliers ont cru, de 1996 à aujourd'hui, de 158%.

Nommons les trois facteurs principaux qui à notre sens expliquent ce mouvement de prix : l'augmentation de l'espérance de vie, la baisse régulière des taux depuis 1990, mais surtout la décision des « baby-boomers » de mettre en œuvre une stratégie du : « *Je deviens propriétaire à tout prix, au cas où ma retraite ne serait plus assurée, pour ainsi, au moins, ne plus avoir de loyer ni de prêt à payer à ce moment-là* ». Dixit ! Et sur ce dernier point, la mission est accomplie pour 41 % des français (les propriétaires non-accédants).

Quelles en sont les conséquences économiques ? Un clivage social, classiquement. Mais surtout, la fermeture de l'accession à la propriété aux jeunes générations, sauf à avoir un appui familial. Un

clivage générationnel, insistons-y. Formulons l'hypothèse que la fonction politique du discours du « *La crise du logement !* » serait alors, dans cette optique, d'empêcher de poser le problème en termes d'égalité générationnelle. Les deux éléments discursifs qui manifesteraient cette résistance seraient :

- La réduction du débat aux problèmes, réels mais partiels, du mal-logement
- L'ignorance des statistiques immobilières autres que le prix du mètre carré ; car il faut bien constater qu'un certain obscurantisme règne dans ce domaine.

Simultanément le discours du « *La crise du logement !* » affirmera par le discours politique, et d'une manière véhémement :

- « *Il manque 1 million de logements en France* »
- « *Nous avons un déficit de logements* »
- « *Il faut construire 500 000 logements par an* »

Occultation, réduction, obscurantisme... On n'y voit décidément pas très clair, alors que simultanément les rhétoriques sont bruyantes et tout à fait univoques. En effet, l'idée qu'il pourrait ne pas y avoir une « *La crise de logement !* » n'est jamais défendue, car il n'y aurait aucun doute... Voilà bien des éléments qui ont un air d'inconscient.

Nous terminons cette rapide analyse économique en posant quelques questions, dont les réponses peuvent être pressenties. Ces questions sont simples, mais ce qui peut surprendre c'est qu'on ne les pose pas. Il est vrai que la richesse immobilisée dans l'actif immobilier², ça ne compte pas vraiment, c'est en quelque sorte le hors-bilan³ du particulier.

- Quel est le taux de propriétaires chez les retraités ?
- Comment a évolué le taux de primo-accédants depuis 20 ans ?
- Quel sera l'effet sur les prix des ventes immobilières issues des héritages, sur les 10 ans à venir, dans le contexte actuel de papy-boom ?

² Approximativement 6 000 milliards d'euros.

³ Le hors bilan c'est ce qui ne rentre pas dans les comptes.

2. Quelques caractères notables de ce discours

Il semble donc y avoir un furet dans le discours économique. Nous examinons les caractéristiques de ce discours tel qu'il est apparu dans la section précédente. A partir d'ici, nous nous inscrivons en dehors du champ économique, pour nous situer dans le registre psychanalytique.

a. Caractère généralisé

Alors même que pour beaucoup de particuliers leur situation immobilière est tout à fait convenable, ceux-ci vont porter, vont interpréter devrait-on dire – comme on le dit des acteurs, le discours de la crise globale. Un locataire considérera que s'il n'est pas propriétaire c'est à cause de « *La crise !* » ; un propriétaire considérera que si son bien n'est pas assez grand, c'est aussi à cause de « *La crise !* ». Ainsi, bien que la pénibilité des conditions de vie soit très loin d'être universelle, cela est néanmoins vécu comme systématique. Il est question d'un « Tout unique », en ce sens le discours du « *La crise du logement !* » est monothéiste, il s'adresse à un seul grand Autre, en bloc.

b. Caractère indubitable

Tout se passe aussi comme s'il n'y avait pas le moindre doute. Sur un thème important et sensible comme le logement on est en droit d'attendre des réflexions détaillées, contradictoires, précises et argumentées, et il s'en produit effectivement. Mais une constante de ces réflexions est qu'elles ne remettent en général pas en doute la possibilité d'une crise du logement. Si elles peuvent avoir sur d'autres points des oppositions et des contradictions, profondes et légitimes, pour autant à propos du signifiant « *La crise du logement !* » rien ne va contre et le chœur est à l'unisson. Or, dans une situation où il n'y a pas en moyenne sept habitants par logement, la question peut se poser, elle n'a rien d'incongrue. Mais ce n'est pas le cas ; la rationalité objective semble comme ignorer cette zone du discours.

c. Caractère investi

Il ne s'agit pas d'un sujet indifférent. L'investissement de la question est grand. Il peut échauffer les esprits, il concerne, il attire l'attention. La force pulsionnelle de cette thématique est substantielle.

d. Caractère de manque

« *On manque de logement* » est une des formes habituelles de présentation de ce que serait la crise. On pourrait même dire que la plainte se présente sous une forme encore plus indéterminée d'un « *On m'en prive* ». L'indétermination de la formule semble en fait croître avec l'implication subjective.

e. Caractère bâtonnier

Le « *La crise du logement !* » est un discours qui tend à se focaliser sur une seule donnée, le prix. S'il évoque souvent d'autres éléments, ceux-ci paraissent cependant avoir un rôle complémentaire. Il semble y exister un trait unaire, un indicateur principal : l'indicateur par lequel on est flagellé. La jouissance par l'indicateur unique est sans doute l'un des facteurs les plus importants qui explique cette tendance à la réduction du discours. Que l'on sache bien au moins par quoi l'on est battu, à défaut de qui.

f. Caractère insaisissable

En première impression, la revendication de crise semble claire et simple : « *On manque de logement, le prix est trop cher* ». Mais lorsque l'on commence à analyser économiquement cette revendication certains éléments semblent alors disparaître. La revendication s'informule, la cause en devient inconnue, et l'objet insaisissable. L'exercice de pensée produit une déception : le furet semble comme fuir sous la torche de la rationalité. Un tel phénomène est remarquable. Il est assez fréquent lorsqu'il s'agit de traiter de sujets économiques « sensibles ». Il constitue bien souvent une signature fiable, une indication pertinente qu'un élément inconscient est à l'œuvre.

g. Caractère empathique

Dans ce discours, qui pourrait tout à fait être individuel et où chacun serait centré explicitement sur lui-même et sa situation, on trouve presque toujours la présence d'autres qui seraient, qui sont, dans des situations bien pires. Mais cette altérité n'a rien d'un altruisme, elle a une fonction bien précise comme nous le verrons plus loin. Indiquons cependant la direction vers laquelle regarder. Puisque la situation immobilière est acceptable pour beaucoup, leur plainte est donc fragile, délicate à soutenir. Or, si la rationalité du discours du « *La crise du logement !* » est moyenne, pour autant elle ne peut pas en être absente ; il importe donc de pouvoir l'argumenter un minimum pour tenter de l'établir, de la faire apparaître comme légitime, vraie. Les 10% de la misère sont alors très utiles. Ils peuvent se penser avec le schéma L de Lacan et le mécanisme de l'identification hystérique de Freud. L'exercice de rationalisation est en quelque sorte a posteriori de la plainte ; la plainte préexiste à son objet. Tout se passe comme si la plainte, fondée, des 10% était reprise par les 90%. Cela prend la forme de l'empathie, ou bien du sentiment de culpabilité, même si pour ce dernier mode cela est aujourd'hui plus rare car sans doute est-il un peu dépassé, daté historiquement. L'empathie n'est jamais anodine.

h. Caractère langagier et demande

En fait, le dire du « *La crise du logement !* » semble beaucoup plus important que le logement lui-même. Cette crise se produit bien plus dans l'acte de langage lui-même, que dans la structure des bâtiments ou dans leur mode d'occupation. Mais cette parole est très particulière : elle comporte des éléments d'occultation et de réduction, elle se fait dans un certain obscurantisme. De plus elle est tout à fait véhémence. Notons également qu'elle prend la forme d'une demande ; nous pouvons qualifier cette demande par les termes de plainte, de revendication.

i. Caractère générationnel

Dans l'optique d'une analyse démographique-économique des cycles de vie, poser la question du logement en termes d'égalité générationnelle ne semble pas illégitime. Il est aussi possible de compléter cet élément en rappelant qu'il existe une idée bien curieuse, qui circule depuis une dizaine d'années, et qui affirme que : « *Les enfants vivront moins bien que leurs parents, que pour eux la vie sera plus dure* ». Comment peut-on en être sûr ? La fonction de cette phrase ne serait-elle pas plutôt de mettre en œuvre cette situation, de la faire accepter, tout en la déplorant ? Pour étayer l'importance de poser la question ainsi, il peut y avoir un intérêt à noter l'évolution conjointe des pratiques funéraires : augmentation des pratiques de crémation, abandon du système des concessions perpétuelles. Nous reviendrons ultérieurement sur cette mise en relation, qui à première vue peut paraître étrange. Quelque chose de difficile, en rapport avec la filiation, ne se jouerait-il pas à l'occasion du discours du « *La crise du logement !* » ?

Ces différents caractères renvoient à des concepts psychiques bien connus. L'aspect généralisé de la croyance incline à penser qu'il s'agit d'une demande adressé au grand Autre. L'absence de doutes pourrait être qualifié de fixation, cela est souvent l'indice d'un symptôme. D'ailleurs le caractère de répétition en est évident : ce discours est seriné et fortement récurrent. L'investissement indique l'élément pulsionnel. Le manque renvoie aux trois sorcières : privation, frustration et castration. Le bâton à l'angoisse et à la souffrance. L'insaisissabilité signe l'inconscient. L'empathie relève d'un a-a' et d'une identification hystérique. La demande langagière articule demande et désir. Enfin la thématique générationnel relève de la filiation. Tous ces éléments, toutes ces indications, laissent à penser qu'une problématisation psychanalytique s'impose.

3. Malaise dans le logement

a. Besoin, demande, désir

Dans la pratique économique, faire une « analyse de la demande » est une chose standard. Cela consiste par exemple à étudier l'évolution de cette grandeur en fonction du prix proposé, la manière dont elle réagit aux variations de prix (concept d'élasticité), les segmentations possibles des acheteurs et, s'il s'agit d'un marché de biens hétérogènes, la segmentation selon la qualité des biens. Dans une optique psychanalytique, la demande est aussi un concept central ; voyons donc ce que nous pouvons en dire dans le cas qui nous occupe.

Cette demande est investie, elle n'est pas impassible ; l'élément pulsionnel est présent. Si l'on reprend les termes de Lacan, un besoin par sa prise dans le langage devient demande. Le désir s'en institue, dans l'en-deçà et l'au-delà du langage. Dans le cas qui nous occupe, est-ce besoin, demande ou désir ? Ou, d'une manière équivalente en prenant les contraires de ces termes, la plainte relève-t-elle de la privation, de la frustration ou de la castration ?

La privation, c'est ce qui s'applique aux 10% de la misère, c'est le mal-logement. La frustration c'est par exemple le regret d'un habitant de ne pas avoir une cuisine aménagée, assez de rangements, un appartement plus grand, une terrasse, une vue sur les toits de Paris, une hauteur sous plafond haussmannienne... Si parfois les conditions d'habitation peuvent être plus ou moins inconfortables, on ne voit cependant pas comment la frustration pourrait être le moteur principal du discours du « *La crise du logement !* ». Clairement la frustration le soutient, elle trouve à s'y exprimer avec toute sa disparité hétéroclite, mais on ne saurait cependant en faire le principe essentiel. Un phénomène aussi puissant et d'un seul bloc que ce discours ne peut pas manquer d'avoir de profonds rapports avec la castration, et donc avec la thématique du Malaise.

b. Malaise dans la civilisation

Reprenons rapidement les idées que Freud développe dans ce livre.

Après avoir récusé le concept de sentiment océanique, il discute des voies ouvertes à la navigation humaine pour tenter d'aller vers le bonheur : augmentation de la jouissance, réduction ou évitement des souffrances. La religion est présentée comme fournissant un mode d'emploi infantilissant et uniforme ; alors qu'il y ne saurait y avoir de recette systématique et valable pour tous, chacun devant faire son chemin avec les cartes de son jeu (constitution propre et environnement spécifique). Ce que l'on désigne par le terme civilisation est explicité, et ce faisant Freud indique dans le même mouvement le discours de la déconcertante hostilité à la culture, alors même que ses bénéfices sont grands.

L'explication en est que la culture se développe par le renoncement pulsionnel. De plus elle a aussi pour fonction centrale de structurer l'agressivité fondamentale de l'homme (éthique, technologie, inhibition quant au but, bouc émissaire...). Au niveau singulier, le Surmoi prend en charge ces deux versants. Il oriente l'agression du Surmoi vers le Moi d'une part. Il impose aux motions érotiques le renoncement pulsionnel d'autre part. Le sentiment de culpabilité est lié à ce double mouvement. Lorsque ce processus se déroule mal, il crée un refoulement symptomatique. Le prolongement de cette dynamique au niveau collectif s'appuie sur ces éléments mais ne s'y réduit pas.

Pour la question qui nous occupe, il faut bien noter que la frustration se rapporte à un empêchement pulsionnel, à un principe de réalité mais pas à un renoncement pulsionnel en tant que tel. Le terme de frustration souligne d'ailleurs l'insatisfaction : s'il y a insatisfaction, c'est qu'il n'y a pas renoncement. La clé de voute du malaise, c'est en fait le complexe de castration en tant qu'il fait le renoncement pulsionnel, et qu'il structure l'agressivité.

c. Actualité du malaise

Et c'est précisément dans cette optique qu'il est intéressant de penser la litanie des discours apocalyptiques contemporains et les revendications qui les initient. Sans vouloir être exhaustif, le malaise moderne s'exprime par exemple par :

- « *C'est de plus en plus dur de trouver un travail.* »
- « *Les riches sont toujours de plus en plus riches ; les pauvres toujours de plus en plus pauvres.* »
- « *C'est la crise !* »
- « *L'homme détruit la planète ; nous souffrons actuellement à cause de cela, et demain cela sera encore pire* »

Les plaintes modernes sont surtout économiques et écologiques. Or, ce préfixe 'éco' vient du grec 'oikos' et signifie : maison, comme si le logement était au cœur de ces questions. La souffrance, l'angoisse de la castration du corps propre y sont manifestes. L'homme sait inconsciemment qu'il n'est pas maître chez lui, dans sa maison, et il en est profondément embêté. Il serait possible d'analyser les différences entre ces discours car ils ne présentent pas tous leur plainte de la même manière, mais cela ne sera pas réalisé ici car nous tentons de rester dans une certaine généralité. Essayons toutefois de commenter quelques caractéristiques de ce malaise contemporain.

Antérieurement, l'adhésion aux formes anciennes de la religion était importante ; celles-ci fournissaient des explications, des justifications, parfois des exaltations de la souffrance, en d'autres termes un : symptôme-prêt-à-l'emploi. C'était par exemple à la théologie que revenait, en partie, la fonction d'assurer la sophistication, la performance et une certaine adéquation du symptôme public, que la liturgie mettait en œuvre ensuite dans la pratique collective. Dieu était aimant ou vengeur, selon les cas : le fantasmé 1 du symbolique était plutôt dans un rôle actif.

Depuis deux siècles nous sommes dans un grand mouvement historique qui ne cesse de fantasmer qu'il récuse l'Autre en tant que 1 du symbolique. Et cela a produit de nombreux effets : fin des monarchies, athéisme, lutte contre les empires, lutte contre les monopoles, « Dieu est mort »... Ce fantasmé 1 du symbolique est vigoureusement mis en accusation. Et quand, par réaction, il est remis en selle, cela produit des catastrophes. Ainsi, on pourrait avancer l'idée qu'au lieu de n'être qu'essentiellement accusateur du Sujet (car il le reste quand même substantiellement), le Surmoi met aussi l'Autre en accusation aujourd'hui. Le fantasmé 1 du symbolique sert ainsi passivement de support à la haine. L'évolution contemporaine du rapport aux fonctions de pouvoir en témoigne ; les hommes politiques sont des supports majeurs pour l'exécration.

Mais tout en voulant récuser ce 1 fantasmé, le malaise moderne cherche simultanément à le maintenir comme support pour les pulsions agressives – la meilleure preuve de cela étant que

l'anarchie n'a jamais eu beaucoup de succès – donnant ainsi cette curieuse situation où l'on se retrouverait toujours, paraît-il, sous le joug d'un tyran. Le fantasme moderne c'est : Débusquer et défaire le tyran. Car la cause de la souffrance, l'empêchement de la jouissance c'est le tyran. Nous sommes ainsi passé d'un « *Je n'ai pas le droit !* » à un « *On m'en empêche !* » quant à la phrase du malaise.

Mais... ces deux formulations ne sont toujours que des fantasmes, car la castration c'est l'inexistence du 1 du Symbolique. Le symbolique n'est pas plein, il est troué (castration, objet perdu primordial, interdit du nom de Dieu, théorème d'incomplétude à la Gödel...), c'est le S(A). Savoir lequel de ces deux discours est le meilleur, ou le moins mauvais n'a pas d'intérêt. Ils ne sont que la fatalité de la castration, créée névrotiquement.

Les vagues et les remous que la psychanalyse a fait autour d'elle, tel un caillou que l'on jette dans une mare, ont eu un rôle dans la transformation de cette phrase du malaise. Car pour celui qui veut se méprendre, il retiendra incorrectement que la psychanalyse a indiqué que le refoulement était la cause des maux, qu'il suffirait de « briser les tabous » et autres rengaines. Mais il oublie que ces maux, c'est-à-dire ses symptômes, ne sont que des points d'arrêt sur un chemin qui mène, non pas au bonheur, mais à une désillusion, c'est-à-dire à la castration. On comprend dès lors le cri de désespoir de l'homme moderne qui, considérant qu'il a le droit, se rend bien compte que quelque chose ne va pas... Et de crier : « *On m'en empêche !* ». L'une des voies pour la névrose moderne est alors de trouver qui est ce « *On* ». Il ne fait décidément pas bon être tyran de nos jours...

4. L'identification hystérique aux personnes dépourvues

Le discours du « *La crise du logement !* » exprime, à sa manière, le malaise « *On m'en empêche !* », et cette manière c'est l'identification hystérique aux personnes dépourvues, privées d'un logement convenable. Rappelons ce que Freud indique de ce phénomène, dans le contexte du début du 20^{ème} siècle, et commentons-le au fur et à mesure relativement au cas d'espèce qui nous occupe. Il s'agit en d'autres termes de comprendre la façon dont ce phénomène s'est actualisé. Il est assez remarquable de constater que les faits stylisés pointés par Freud gardent toute leur valeur et que, sans parler de transposition un pour un, il est bien question du même phénomène : l'identification hystérique.

a. Traumdeutung (p 136-137)

- « *Cela permet aux malades d'exprimer dans leurs symptômes non seulement leur propre expérience mais celles d'un grand nombre d'autres personnes ; cela leur permet, pour ainsi dire, de souffrir pour une foule de gens et de jouer avec leur seul fonds personnel, tous les rôles d'un drame* ».

Le fonds personnel qui trouve à s'exprimer dans l'identification aux mal-logés est peut-être un peu la frustration, mais cela se rapporte surtout à la castration.

- « *Leur compassion s'émeut et elles font inconsciemment le raisonnement suivant : Si ces sortes de motifs entraînent ces sortes de crise, je peux aussi avoir cette sorte de crise, car j'ai les mêmes motifs* ».

Le texte fait référence au spectacle des crises hystériques de l'époque de Charcot. Le vocabulaire converge ici d'une manière intéressante. Car le 'Anfälle' du texte de Freud peut tout à fait se traduire par 'crise', or le sujet qui nous occupe est justement le « *La crise du logement !* ». Dans le cas présent le 'même motif' serait celui d'un manque en rapport avec l'oïkos, d'un manque éco. Comprendre quelle est la nature de ce manque est un point essentiel.

- « *L'identification n'est donc pas simple imitation mais appropriation à cause d'une même revendication étologique ; elle exprime un « tout comme si » et se rapporte à un point en commun qui reste inconscient* »

L'un des éléments qui soutient la station inconsciente de la revendication, son caractère insaisissable, c'est qu'elle est quand même assez peu défendable comme l'indiquent les chiffres économiques présentés ci-dessus. Car le manque de logement n'est pas comparable quand il s'agit d'une privation, ou quand il s'agit d'une frustration.

Mais surtout, ce qui se joue en tant que 'point commun', n'est en fait pas tant une question de frustration que de castration. Or, la castration, est sans doute la chose la plus difficile à s'avouer qui soit, et aussi la chose la plus inconsciente qui soit.

b. Psychologie des foules et analyse du Moi (chapitre 7)

- « *Il y a un troisième cas de formation de symptôme, particulièrement fréquent et significatif, où l'identification fait totalement abstraction du rapport objectal à la personne copiée* »

Après avoir présenté les deux premiers types d'identification (à l'Autre et par un trait, dans un vocabulaire lacanien), Freud introduit le troisième celui de l'identification hystérique. Il est à noter que dans ce texte il est question des identifications à propos de la dynamique de la formation du symptôme. La personne copiée, dans notre cas le mal-logé, n'est ni aimé ni détesté a priori. On peut dire qu'il laisse indifférent la majorité des personnes, c'est-à-dire toutes celles qui ne s'engagent pas dans des actions de lutte contre la pauvreté, antérieurement.

- Après la survenue d'une crise hystérique dans un groupe, « *Les autres aimeraient aussi avoir un rapport amoureux secret et, sous l'influence de la conscience de culpabilité, elles acceptent aussi la souffrance qui s'y rattache. Il ne serait pas juste d'affirmer qu'elles s'approprient le symptôme par compassion. Au contraire, la compassion naît seulement de l'identification...* »

Comment le 'souhait d'un rapport amoureux secret' pourrait-il se transposer dans le cas présent ? Historiquement au début du 20^{ème} siècle, et dans ce contexte névrotique, le caractère secret se rapportait souvent à une opposition, à une interdiction, subie passivement et que l'on pourrait formuler par un surmoïque « *Je n'ai pas le droit* », comme évoqué précédemment. Aujourd'hui, le souhait d'être un mal-logé se rapporterait au « *On m'en empêche !* ». La culpabilité moderne se dirige, dans une mesure qui est sans doute substantielle, aussi sur l'Autre. A la question de savoir si cette évolution nous a fait économiser de la souffrance, la réponse est très incertaine et sans doute négative. Il faut en effet considérer les suites de cette mise en accusation d'autrui, les suites de cette pulsion de mort, soit directement dans la singularité psychique individuelle – car l'Autre est un lieu psychique de la structure homéostatique, soit indirectement par des effets sociaux intersubjectifs – car il faut bien que quelqu'un la reçoive cette agression.

Les deux dernières phrases de cette citation se transposent assez bien dans notre modernité quand on considère que le souci de la misère des mal-logés ne s'origine pas dans un altruisme, sauf acte politique engagé, mais dans un certain intérêt consistant à se fantasmer soi-même comme mal-logés, et donc d'être frère et sœur des mal-logés. L'une des fonctions sociales revenant traditionnellement au mendiant, à savoir servir de support à une culpabilisation existe toujours, avec la dynamique de la charité qui l'accompagne. Mais il semble s'être rajouté la fonction de servir de support à une identification : « *Pauvre de moi, aussi !* ».

- « *Plus cette communauté est significative, plus cette identification partielle doit pouvoir réussir et correspondre ainsi au début d'un nouveau lien* »

Ici Freud évoque une certaine transitivité de l'identification, de proche en proche. Comme le mal-logement n'est pas criant chez beaucoup de personnes (même s'il est beaucoup crié), on pourrait considérer que le support de l'identification fait défaut. Mais ce qui prend le relais, ce qui assure cette fonction, c'est le ressassement par les médias de masse de la misère toujours croissante, du malaise, voire de l'imminence de l'apocalypse économique : « *La crise du logement !* ».

- « *Nous avons déjà pressenti que le lien réciproque entre les individus de la foule est de même nature que cette identification née d'une communauté affective importante, et nous pouvons supposer que cette communauté réside dans le type de lien qui rattache au meneur* »

Ainsi, il se crée un 'symptôme public' et son lieu de manifestation c'est ce que l'on appelle le débat public⁴. L'homme qui se présentera adéquatement par rapport au symptôme public sera élu. Mais il décevra ensuite. Peut-être par l'impossibilité ou l'incapacité à résoudre le problème pointé, mais toujours en définitive par ce qui est à la racine du 'symptôme public', à savoir la castration. Enormité de la souffrance humaine ! A l'époque de Freud, la question du meneur se posait dans certains termes qui relevaient plutôt d'un amour, d'une subordination du meneur. Aujourd'hui, ce dernier doit s'ajuster au « *On m'en empêche !* » en se présentant initialement comme n'étant, surtout pas, celui qui empêche. Mais par la suite il aura souvent à assumer un tel rôle, c'est-à-dire le rôle de l'exécration collective. Le lien au meneur évolue en même temps que la forme du malaise. C'est aussi dans ce sens, celui du malaise, que gouverner est l'un des impossibles.

c. Diversion du malheur, progrès et charité

Ce discours du « *La crise du logement !* » c'est le malaise, preuve du malheur de l'homme. Mais il est très remarquable que le malheur de la castration n'est pas du tout celui que l'on pointe dans le discours. Celui que l'on y pointe est un malheur de diversion dont l'une des caractéristiques doit être de laisser penser qu'une résolution serait possible. Mais si tel était le cas, si par exemple le mal-logement disparaissait, améliorant ainsi des situations personnelles pénibles, il n'y aurait pas à douter qu'un nouveau malheur apparaîtrait alors sur la scène... pour ne pas voir le malheur fondamental et son caractère insoluble, impossible.

Cette dynamique est-elle positive ? Car on peut avancer l'idée que bien qu'il y ait là une certaine absurdité, peu à peu par ce mécanisme les inégalités dans le genre humain se réduiront. Freud défend d'ailleurs cette idée en indiquant que le renoncement pulsionnel est l'un des moteurs du développement culturel. Mais cela n'est pas une évidence, ou au moins pas une immédiateté. Il importe, en effet, que le malheur qui est sur scène paraisse soluble, mais... sans qu'il le soit effectivement ! Car par sa persistance et par la persistance de sa caractéristique 'possible à résoudre', il a aussi pour fonction d'empêcher de se confronter au malheur fondamental, qui lui n'a pas de solution. Il faut ainsi distinguer pour la question du mal-logement les actes politiques visant à le réduire, et sa fonction de 'symptôme public'. Le premier est un facteur de réduction, le deuxième est un facteur de maintien.

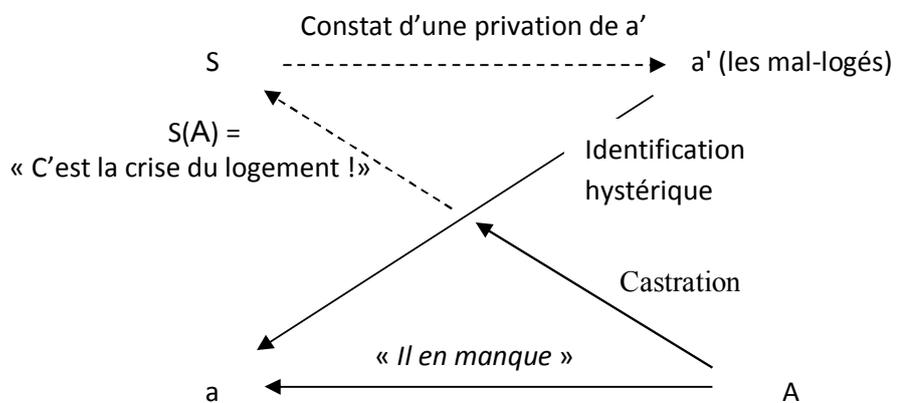
On retrouve ici toute l'ambiguïté, un peu détestable, que porte l'acte de charité, dans une version moderne : vouloir secourir, et en même temps avoir un intérêt au maintien de la situation. Cet intérêt au maintien n'est pas celui auquel on pense habituellement, à savoir l'exploitation de l'autre, de l'homme par l'homme. La fonction inconsciente de ce maintien est de permettre de dire, par identification, « *Pauvre de moi, aussi !* ». **Le malaise c'est la désignation collective de quelques-uns, en raison de leur malheur particulier, pour être les acteurs d'une pièce traitant du malheur fondamental, travesti.**

d. Repérage avec le schéma L

Ainsi, le sujet fait le constat d'une privation (d'un manque réel) chez les mal-logés et il manque-à-être également (a←A). L'identification hystérique se produit sur l'axe imaginaire. Elle fait obstacle à

⁴ Il serait toutefois bien déraisonnable de penser que le débat public ne se réduise qu'à cela.

l'énonciation de la castration et ce qui arrive alors au sujet c'est un $S(A) = \text{« La crise du logement ! »}$.
Plus précisément, comme il reçoit le signifiant, cela s'énonce par un : $\text{« C'est la crise du logement ! »}$



5. Implications économiques et politiques

a. « La crise ! », modernité du malaise dans la civilisation

Nous avons identifié dans le domaine du logement un cas, sans doute exemplaire, où un discours du « *La crise !* » relevait d'un fonctionnement éminemment subjectif, inconscient, mais tout en se présentant sous les formes et avec les justifications de la rationalité objective.

La rationalité économique objective se prête au travestissement. Cela ne la disqualifie pas pour autant. Mais il convient d'être conscient de cette caractéristique et d'y articuler une rationalité subjective, par exemple psychanalytique. Quelle est l'ampleur de ce travestissement ? Enumérons quelques crises ayant eu lieu depuis le début des années 70, d'une manière non-exhaustive :

- 1973 : 1^{er} choc pétrolier
- 1977 : 2^{ème} choc pétrolier
- 1982 : Crise de la dette des pays en voie de développement
- 1987 : Krach boursier d'octobre
- 1992 : Crise du système monétaire européen
- 1997 : Crise économique asiatique
- 2001 : Crise internet
- 2007 : Crise des subprimes
- 2010 : Crise des dettes souveraines européennes

Si l'on se réfère aux travaux de Kindleberger, « *Manias, Panics, and Crashes*⁵ », il dénombre de 1700 à 2000, une quarantaine de crise, soit en moyenne une tous les sept ans. Les quarante dernières années ont sans doute vu ce rythme moyen augmenter un peu. Complétons ce tableau par l'exemple des commentaires que l'on fait sur la croissance, celle du PIB. Si la croissance est là, on craindra la surchauffe. Si la récession se produit, les commentaires prendront une tonalité terrible. Et si la situation est de constance, on déplorera la stagflation. Ainsi, toujours : jamais rien ne va. L'angoisse est très profonde. L'économie paraît être le terrain de manœuvre privilégié du malaise moderne.

Qu'il y ait des situations économiquement critiques n'est pas douteux, comme par exemple l'hyperinflation allemande des années 20. Mais la disproportion entre la constance des discours du « *La crise !* » et une situation qui ne périlite toujours pas est manifeste. Cela n'est pas cohérent. Si le sens de la crise était celui de la catastrophe, depuis tout ce temps, et avec toutes ces répétitions, les différentes économies nationales seraient dans des situations bien pires. Mais le propos n'est pas ici de défendre l'idée selon laquelle il y aurait de vraies crises et de fausses crises, au sens d'une rationalité économique objective. Cela serait mal comprendre le problème. Car ce qui se prend, ce qui constitue d'une manière inextricable et indémêlable l'économie, ce sont les sujets avec leur subjectivité et leur souffrance. A sa base, et la plupart du temps, la crise n'est donc pas tant économique que de castration. Elle vocifère.

La constance du discours du « *C'est la crise !* » gagne à être rapproché du thème de la 'déconcertante hostilité à la culture' pointée par Freud. Tous les deux ont une solidité et une stabilité importante. La pérennité contemporaine du premier discours a été souligné (Myriam Revault d'Allonnes, « La crise

⁵ Très curieusement traduit en français par « Histoire mondiale de la spéculation financière »

sans fin »), et est à souligner davantage. Mais que le malaise relève de l'attaque hystérique collective ne signifie pas pour autant qu'il ne produit pas d'effet, bien au contraire. Car une action est réclamée et mise en œuvre dans ces moments-là. Des cartes sont rebattues et redistribuées, de nouveaux totems érigés, de nouveaux signifiants apparaissent : compliance, développement durable, HQE, codes déontologiques ; ISR...

b. Conséquences pour la théorie économique

DEMANDE = OFFRE, est un principe fondateur de l'économie, peut-être même le principe, mais cet enfant est malformé de naissance. La psychanalyse indique en effet d'une part, que le manque est triple : besoin, demande, désir, et d'autre part que le désir ne peut pas réussir. Dans cette section, les termes en majuscules relèvent du champ économique, ceux en minuscules du champ psychanalytique ; ainsi demande et DEMANDE ne sont pas assimilables, car hétérodoxes. Ecrire DEMANDE = OFFRE, c'est vouloir écrire le rapport sexuel, dont Lacan a indiqué que cela n'était pas possible. Cette écriture produit un effet collatéral en tant qu'il choit du discours économique quelque chose qui aboutira par la suite à la formulation d'un S(A) = « *C'est la crise !* ».

Ne sachant pas cela... on répètera. Mais sachant cela, comment penser ? Comment penser, lors d'une analyse OFFRE-DEMANDE par exemple, la DEMANDE en tant que demande hystérique relative à un mal-logement ? Comment penser la triplicité du manque : privation, frustration, castration ? Le dernier terme ayant des effets individuels, mais aussi institutionnels, ou totémiques en des termes freudiens. Que se passe-t-il du côté de l'OFFRE lorsque la DEMANDE est ainsi structurée ? Par exemple, dans le cas du discours du « *La crise du logement !* », comment penser l'action des promoteurs ou des autres professionnels de l'immobilier ? Que serait une réponse optimale au sens de l'utilité sociale globale ? Faut-il y répondre ou l'ignorer ? Les acteurs de l'OFFRE ont-ils un intérêt à l'encourager, ou bien ce mouvement s'entretient-il déjà suffisamment de lui-même ?

La notion de marché en est affectée elle aussi. En allant à l'essentiel on peut dire que ce concept met en avant, plus ou moins, la recherche du maximum du bien public. Il se fonde sur la notion d'utilité, de satisfaction. Mais il ignore la présence de l'irréductible collapse qu'est la castration. C'est une conception qui n'est orientée que vers le bonheur. Elle ne marche qu'avec une seule jambe. Quant à l'hypothèse de rationalité des acteurs économiques, elle ne peut faire que sourire...

On ne trouvera pas ici de réponses, seulement l'énoncé des questions.

c. Politique et politiques

Cet achoppement irréductible, c'est-à-dire l'échec du désir à se maintenir en tant que quelque chose se défile toujours, engendre dans la collectivité le malaise et produit le 'symptôme public'. Celui-ci doit être considéré en tant que tel, et non pas comme une imperfection négligeable ; ce collapse est une donnée économique, et plus fondamentalement, humaine.

Parler d'un 'symptôme public' dans le débat public, littéralement d'un malaise dans la civilisation, ne peut que porter à conséquence sur la conception de la démocratie moderne. Celle-ci repose sur l'idée que tous les citoyens, souhaitablement éclairés et en conscience, décideront collectivement au mieux de leurs intérêts. Cela suppose donc rationalité et conscience... Le bien de cette conception ne

prête pas à discussion. Par contre l'idée naïve qu'elle se fait de l'homme mériterait d'être approfondie. Comment penser la démocratie sachant qu'en général un symptôme public y participe, activement ? Les seules voies paraissent être l'art politique, antérieurement la théologie, et au niveau individuel la psychanalyse. C'est-à-dire des champs de la rationalité subjective.

L'art politique endosse les vêtements des conceptions politiques de son temps. Mais comme celles-ci claudiquent nécessairement, en tant qu'elles sont en partie le malaise, l'opportunisme en politique en est justifié. Car on ne peut pas réduire, à cette échelle du moins, le malaise, on ne peut que composer avec celui-ci. L'homme politique qui se mettrait en travers du chemin du 'symptôme public' n'aurait rien à y gagner sinon la fin de sa carrière, et ceci dans le meilleur des cas. Ainsi, par exemple, la claudication de la politique inspirée par la pensée économique libérale est simple à identifier. Elle met l'accent sur l'hédonisme, l'utilité, la création de valeur et ne considère finalement que le bonheur. C'est un discours de lutte contre la frustration. Tandis que les approches de type marxiste se concentrent plutôt sur la lutte contre la privation. Mais toutes les deux ignorent la question centrale de la castration, au moins explicitement.

6. Filiation

a. Le chiffre économique comme instrument d'une raclée désirée

Il se manifeste dans la plainte que constitue le discours du « *C'est la crise du logement !* » un trait unaire en ce que le discours tend à se réduire à un seul chiffre, le prix. Il ne faut pas voir dans cette unicité l'aboutissement d'un processus de réduction discursive, car ce n'est pas d'une conséquence qu'il s'agit mais plutôt de l'élément moteur, de la cause. Ce trait est l'objet du scandale, il est puissamment occultant par l'effet de monopolisation qu'il engendre sur le discours. Il est difficile de s'en détacher et une sorte de jouissance masochiste semble s'y associer. On s'en flagelle, il est l'instrument de la raclée, de la fustigation. Il est la « Schlag » dont l'enfant est battu : « *Ein kind wird geschlagen* », Freud (1919).

Le verbe « fustiger » a en français un sens propre, celui de battre. Il a aussi un sens figuré se rapportant à un acte de discours par lequel on critique, on corrige vertement quelqu'un, il y a donc aussi un bâton langagier. Nous indiquons ici que le chiffre économique sert aujourd'hui, très efficacement et fréquemment, d'instrument de la raclée à l'occasion du discours économique. L'omniprésence de ce discours est évidente, et finalement assez curieuse. Pourquoi donc toujours parler d'économie ? Aussi importante que soient ces questions, une disproportion est cependant à pointer entre l'étendue des vociférations produites et le nécessaire sérieux que ces questions méritent.

Ce texte de Freud rapporte un fantasme, ayant des caractéristiques inconscientes marquées et qui peut s'énoncer par : « Un enfant est battu ». Il est plutôt présenté à partir du travail analytique réalisé avec des femmes, mais des hommes sont aussi considérés. Il n'est pas nettement sexué quant à son occurrence, même si certaines différences existent entre hommes et femmes. L'analyse développée par Freud y repère dynamiquement trois temps. Le premier est : « *Le père bat un enfant* », un autre enfant que la personne qui produit ce fantasme. Le second : « *Je suis battu par le père* ». Le troisième : « *Un enfant est battu* ». Au premier temps, la pulsion est sadique, le père est l'acteur et le caractère inconscient est assez modéré. Au second temps, le caractère inconscient est beaucoup plus appuyé, cette seconde phase doit être reconstituée par l'interprétation analytique. C'est l'individu qui est lui-même l'objet de la fustigation. Pour les hommes, la mère peut se substituer au père en tant qu'elle produit l'action, le caractère inconscient semble alors moins marqué. La pulsion est ici masochiste. Enfin, la troisième phase, qui est celle de la mise en forme finale du fantasme en tant qu'il arrive, plus ou moins à la conscience, s'énonce d'une manière indéfinie : « Un enfant est battu ». Le signifiant du père et celui du sujet, en tant que c'est lui qui subit l'acte, ont été refoulés. La pulsion est sadique.

La présence de ce fantasme n'est pas particulièrement reliée à une enfance où les châtiments corporels auraient été fréquents. Il n'est pas nécessaire d'avoir été un enfant battu pour l'éprouver. Nous y trouvons un point de convergence avec ce qui semble se dérouler à l'occasion du « *La crise du logement !* » car il n'est pas nécessaire non plus d'être dans des conditions de mal-logement pour soutenir cette plainte. De plus, il semblerait qu'un certain parallélisme quant à la dynamique de ces deux manifestations psychiques existe. En premier lieu, à propos d'un tiers (a'), le constat d'une privation ou d'une douleur infligée par le père est fait. Puis, il est question de la position du sujet par rapport à l'Autre (manque à être, souhait d'être aimé par le père masochiquement). Enfin un

refoulement agit, produisant une indétermination (« C'est la crise du logement ! », « Un enfant est battu »).

Il serait abusif de considérer que ces deux manifestations psychiques n'en forment qu'une ; elles présentent des divergences. Néanmoins, elles ont aussi beaucoup de similarités. Ainsi, leur proximité topique, voire leur proximité dynamique, la non-nécessité d'avoir eu à vivre antérieurement l'événement pénible dans les deux cas, le caractère indéterminé qui en résulte, tous ces éléments invitent à penser l'un par l'autre. Il semble raisonnable de faire l'hypothèse que les éléments de structure du premier cas peuvent avoir une certaine pertinence pour le second, et inversement. Il convient cependant d'être prudent quant à la validité de cette démarche et de se garder de vouloir formuler des équivalences point par point. Mais, à l'opposé, ignorer complètement cette similarité structurelle serait une erreur.

Le premier effet de ce rapprochement structurel est de donner un élément de confirmation à ce qui avait été pressenti, à savoir que le chiffre économique peut effectivement avoir fonction d'objet pour une pulsion masochiste. La façon dont certains sujets vivent leur entretien annuel où il est question d'évaluer leur performance, l'atteinte de leurs objectifs (que cela soit mis en œuvre comme une fin, ou bien plus simplement et plus adroitement comme un moyen de gestion par la hiérarchie) vient le confirmer. Mais il n'est pas besoin d'aller mobiliser ces procédures RH du niveau individuel pour confirmer ce point. Le taux de croissance, le taux de chômage, le taux d'inflation sont aussi des bâtons efficaces pour la pulsion masochiste, pour s'infliger. Que cela soit en niveau absolu, ou en termes de variations qui iraient toujours, inéluctablement, dans le mauvais sens. La mention des variations est particulièrement adaptée à cette tendance. Cela est essentiellement masochisme.

Le second point que l'on peut mentionner, mais qui ne sera pas exploré en détail car il requerrait des développements complexes et délicats, porte sur le fait que dans ce texte de Freud, que ce soit pour un homme ou pour une femme : « **la fantaisie de fustigation découle de la liaison incestueuse au père** ». La simultanéité du mouvement d'ouverture du mariage aux personnes de même sexe et le développement d'une pulsion masochiste liée à l'évaluation pourrait ne pas être un hasard, il y a sans doute des facteurs en commun. Mais imaginer une causalité de l'un par l'autre ne serait pas sérieux, et même tout à fait ridicule.

b. Générations

L'identification et l'analyse des éléments psychiques hébergés dans le discours du « *La crise du logement !* » ne signifie pas que tout peut se réduire au fantasme de la raclée ; ce serait encore fantasme que de le croire. Pourrait-on alors peut-être faire la part des choses entre le discours du malaise « *On m'en empêche* », et une analyse plus fondamentale ? En pratique, cela ne serait pas une chose aisée car la puissance de ce discours est grande et ne pas y abonder n'est pas toujours simple. Mais en fait, cela est assez secondaire. Car ce qu'il faut garder à l'esprit c'est surtout que l'idée selon laquelle on pourrait séparer ce qui relève d'un « fondamental » de ce qui n'en relève pas est une erreur. Le malaise est lui-même un constituant économique. On ne peut pas purifier le problème.

Précisons un peu. La pensée de la rationalité économique objective comporte en fait deux points de fragilité :

- un certain refus du malaise et de la triplicité du manque (besoin, demande, désir)

- l'ignorance des effets de contamination du discours économique rationnel par le supposé objet, c'est-à-dire par l'agent économique, en d'autres termes l'ignorance de l'irréductibilité du transfert, que les approches de la rationalité subjective connaissent bien.

Cela étant indiqué, il n'est cependant pas impossible de penser rationnellement les manifestations économiques, en sachant la portée de la subjectivité. Métaphoriquement, il s'agirait de passer d'une pensée explicite où le savoir est fonction de l'objet : $\text{savoir} = f(\text{agent économique})$, à une pensée relevant d'une équation implicite du type : $f(\text{savoir}, \text{sujet économique}) = 0$. En mathématiques, de nombreux théorèmes permettent de passer du second au premier cas, mais sous certaines conditions, localement... donc pas-tout ! L'existence de ces théorèmes, dits de fonctions implicites, est une indication forte qu'il s'y joue quelque chose d'important pour le sujet.

L'envahissement d'un discours par un phénomène subjectif est souvent une tentative de dissimulation, mais par ce fait même, il révèle, il révèle que quelque chose se joue (principe du retour de refoulé). Dans le cas qui nous occupe, que peut-on trouver derrière le vociférant « *La crise du logement !* » et son fantasme de la raclée ? La réponse que nous avançons ici est qu'une question intergénérationnelle délicate semble y être liée. La génération qui arrive à la retraite aujourd'hui est celle du baby-boom, numériquement nombreuse et il est incertain que ses propres capacités de production de richesse soient suffisantes pour financer sa rente viagère. L'effort est reporté sur la génération suivante, que cela soit pour le financement des retraites, ou pour l'accession à la propriété comme nous l'avons indiqué au tout début de cette réflexion (70% des propriétaires sont non-accédants aujourd'hui, contre 50% dans les années 80 ; les non-accédants ne sont pas les plus jeunes). Une question se pose, en des termes démographiques, quant à une égalité intergénérationnelle. L'idée selon laquelle « *Nos enfants vivront moins bien que nous* » est une idée fréquente et qui semble s'y rapporter aussi. Car on ne voit pas bien comment il serait possible de le savoir. Quelle pourrait-être alors la fonction de cette idée circulante, serait-ce la plaidoirie pour une sorte d'inégalité générationnelle ? La littérature indique que parfois les parents ne sont pas toujours bienveillants, tel le David des Illusions perdues de Balzac. Et l'on pourrait aussi évoquer l'histoire de Saül et David. Ainsi, ce vociférant fantasme d'une privation générale serait-il l'écran d'une privation plus locale, mais bien réelle des bien-aimés David ?

L'actif immobilier dans un patrimoine familial est sans doute celui qui est le plus relié à la question de la transmission, à la mort, à la succession des générations. Que les cimetières soient des villes en miniature ne pas être une coïncidence. Que « *La crise du logement !* » soit contemporaine d'une évolution dans les pratiques funéraires (développement de la crémation, abandon des concessions perpétuelles) ne peut pas non plus être un hasard. Est-ce d'un « *Après moi le déluge qu'il s'agit* » ? Quelque chose de difficile s'y jouerait-il ? Où trouver à se loger ?

- « C'est la crise ! »
- C'est la vie...